

À propos de la stratégie de préemption de la Corée du Sud

Clint Work | 14 septembre 2023 | ARTICLES



Cet article est une traduction de « [Navigating South Korea's Plan for Preemption](#) », publié sur War on the Rocks le 9 juin 2023.

La Corée du Sud [a investi dans des systèmes](#) conçus pour prévenir – ou attaquer avant – les lancements de missiles nucléaires nord-coréens. Ces dispositifs ont également pour objectif de contrer les nœuds de commandement et de contrôle qui soutiennent l'arsenal nord-coréen d'armes de destruction massive. Ces systèmes reposent sur un réseau de missiles offensifs et défensifs interconnectés, ainsi que sur des plates-formes multidomaines et finalement soutenus des garanties nucléaires plus solides de la part des États-Unis, ce que le président sud-coréen Yoon Suk Yeol [recherche](#) depuis sa victoire électorale.

Depuis son entrée en fonction, l'administration Biden a cherché à contrôler l'intérêt de la Corée du Sud pour les [armes nucléaires](#) et la préemption. En avril, les deux parties sont parvenues à un accord sur le tout premier document d'alliance indépendant émis au niveau présidentiel, entièrement consacré à l'engagement des États-Unis en matière de dissuasion élargie à la Corée du Sud. La [Déclaration de Washington](#) a abouti à la création d'un Groupe consultatif sur le nucléaire. Cela signale un niveau potentiellement sans précédent de consultation bilatérale concernant la politique et de la planification nucléaires américaines. Cependant, la mention, dans cette déclaration, du Commandement stratégique de la République de Corée (ROK STRATCOM), qui reste encore à mettre en place, a été peu remarquée. Les efforts de l'administration Biden pour lier ce commandement au [Commandement des forces combinées République de Corée/États-Unis](#) suggèrent que Washington est disposé à offrir des garanties plus concrètes à Séoul, mais souhaite également limiter l'escalade en cas de crise.

Le Commandement stratégique de la Corée du Sud vise à renforcer la dissuasion stratégique non-nucléaire du pays de

différentes manières. Tout d'abord, il cherche à renforcer la dissuasion « par le déni », c'est-à-dire dissuader les menaces nucléaires et non-conventionnelles de la Corée du Nord en les rendant inapplicables ou peu susceptibles de réussir. L'objectif est de saper la confiance de la Corée du Nord en sa capacité à atteindre ses objectifs par la coercition nucléaire. Deuxièmement, le Commandement stratégique renforcerait la dissuasion « par la punition » en menaçant d'imposer des coûts substantiels pouvant aller jusqu'à des frappes de décapitation à l'encontre des dirigeants nord-coréens en cas d'utilisation d'armes nucléaires ou d'armes de destruction massive contre la Corée du Sud.

Même pour les observateurs les plus attentifs de la Corée, il était remarquable que le Commandement stratégique de la Corée soit incluse dans la déclaration. Alors, quel est ce commandement qui semble quelque peu obscur en apparence, et pourquoi a-t-il été inclus dans un document d'alliance de niveau présidentiel ? À vrai dire, la soudaine importance de ce Commandement reflète plusieurs tendances interconnectées mais contradictoires au sein de l'alliance américano-coréenne. Ces tendances incluent notamment les [efforts](#) de Séoul pour tirer parti des moyens conventionnels avancés afin d'atteindre une dissuasion stratégique non-nucléaire, mais aussi les efforts de l'alliance pour construire une intégration nucléaire conventionnelle, ainsi que des tractations parfois difficiles entre les contraintes imposées par les États-Unis [et l'ambiguïté stratégique sud-coréenne](#). Ces tractations sont habituelles dans l'histoire de l'alliance mais elles sont devenues plus intenses face à une menace nord-coréenne qui évolue rapidement et un environnement stratégique en mutation.

Le Commandement stratégique et la dissuasion stratégique non-nucléaire

Une raison pour laquelle le Commandement stratégique de la Corée n'a bénéficié que d'une couverture médiatique limitée est qu'il n'existe pas encore. Il [est censé être établi](#) en 2024. Ce projet avait été mentionné pour la première fois lors de la campagne présidentielle sud-coréenne de 2022, dans le cadre de la [Plateforme de défense et de sécurité](#) du président Yoon. Depuis lors, le Commandement stratégique de la République de Corée – en tant que concept et structure de commandement – a été principalement couvert dans des médias liés à la défense et dans des rapports occasionnels de médias sud-coréens. Plus précisément, l'administration Yoon a inclus plusieurs paragraphes sur le commandement stratégique dans le [Livre blanc de la défense](#) de 2022. C'est dans la [Déclaration conjointe du 12 avril](#) pour le 22^e Dialogue de défense intégrée Corée-États-Unis que le Commandement est mentionné pour la première fois dans un document d'alliance bilatérale. La Déclaration de Washington en était la deuxième occurrence.

Une fois établi, ce Commandement [contrôlera](#) le système de défense 3K de la Corée du Sud. Ce système se compose de trois plates-formes et concepts, chacun commençant par la lettre « K » : la plate-forme de frappes préemptives *Kill Chain*, l'architecture antimissiles basse couche, le *Korea Air and Missile Defense system* (KAMD ci-après), et le plan de punition et de représailles massives (*Korea Massive Punishment and Retaliation* – KMPR ci-après). Sous le Commandement stratégique, les 3K feraient appel à un éventail de capacités similaire à celui de l'ensemble de l'armée sud-coréenne. Ces capacités comprennent notamment la famille de missiles [balistiques](#) et de [croisière](#) *Hyunmoo* du Commandement stratégique des missiles de l'armée, qui jouerait un rôle à la fois dans la *Kill Chain* et dans le plan de punition et de représailles massives. En outre, les appareils de surveillance [PAC-3](#), [F-35A](#) et [Global Hawk](#) du Commandement des missiles de défense aérienne de l'armée de l'air, et des missiles sol-air [Cheongung II](#) M seraient inclus dans chaque composant du système 3K. Le seraient également les sous-marins de 3 000 tonnes de la [marine](#) équipés de missiles balistiques et de missiles SM-2 montés sur les destroyers KDX-III Aegis, ainsi que les futurs satellites de surveillance militaire sud-coréens, les forces axées sur la cyberguerre et l'espace, et les unités de forces spéciales sud-coréennes.

Ces armes, ainsi que les infrastructures de soutien qui les accompagnent, sont conçues pour des frappes préventives et de représailles. Elles sont associées à des systèmes de défense aérienne et antimissile permettant de se défendre contre les frappes de missiles nord-coréens, que celles-ci soient préventives ou de représailles. Le Commandement stratégique ne sera pas un pourvoyeur de force. Au contraire, il relèvera de la responsabilité du comité des chefs d'état-major interarmées de la Corée du Sud et il commandera et contrôlera toutes les armes stratégiques de la Corée du Sud, mettra en œuvre le système de défense 3K et définira la politique et les plans militaires associés. À l'heure actuelle, on ne sait pas exactement comment ni dans quelle mesure, ce commandement stratégique relèvera ou non du Commandement des forces combinées République de Corée-États-Unis. Il s'agit de l'élément de commandement des forces conjointes sur la péninsule et il est dirigé par un général américain, avec un officier sud-coréen en tant que commandant adjoint.

Certaines [voix](#) s'élèvent au sein de l'établissement politique et militaire en Corée du Sud en faveur d'un Commandement stratégique qui resterait indépendant des États-Unis. Un commandement indépendant des forces aériennes et balistiques permettrait, en théorie, à la Corée du Sud d'agir rapidement – et de manière indépendante des États-Unis. Cela pourrait s'avérer

avantageux si les responsables sud-coréens craignaient que les États-Unis tentent d'empêcher la Corée du Sud de lancer une attaque préventive, craignant que cela puisse provoquer des frappes nucléaires nord-coréennes sur le territoire américain.

Actuellement, tous les actifs du système de défense 3K sont gérés individuellement par l'armée de terre, l'armée de l'air et la marine sud-coréennes. Le Commandement stratégique de la Corée du Sud permettrait, en théorie, d'améliorer considérablement l'interopérabilité et permettrait un commandement plus efficace de ces actifs stratégiques, aujourd'hui divisés, en les regroupant au sein d'une seule unité stratégique unifiée. L'organisation sera **placée sous le commandement** d'un général ou d'un amiral trois étoiles, et les différents services militaires alternent à la tête de celui-ci. On le comprend, le Commandement stratégique vise à renforcer la dissuasion en améliorant l'interopérabilité et en accroissant l'efficacité opérationnelle des forces militaires. L'idée est de créer un système fluide et d'afficher cette fluidité face à la Corée du Nord pour limiter sa capacité à exploiter des failles dans la défense sud-coréenne.

Ce concept n'est pas sorti de nulle part. Il découle directement de l'**effort concerté** de Séoul pour renforcer ses capacités conventionnelles avancées, et mettre en place un système de défense et de **dissuasion stratégique non nucléaire**, afin de contrer l'évolution rapide de la menace nucléaire, balistique et la menace liée aux armes de destruction massive nord-coréennes. Le système de défense 3K a été mis en place au début de l'année 2013, vers la **fin** de la présidence de Lee Myung Bak, et a été surnommé « le système des trois axes ». Il a été **développé** sous la présidence conservatrice de son successeur, le président Park Geun Hye. En 2019, sous l'administration progressiste du président Moon Jae In ; le système a été **rebaptisé** « système de réponse aux armes nucléaires et autres armes de destruction massive », la « *Kill Chain* » est devenue la « frappe de cibles stratégiques » (*Strategic Target Strike*), et le plan de punition et de représailles massives a été renommé « réponse écrasante » (*Overwhelming Response*).

Le changement de nom était principalement cosmétique. Cependant, il était **aligné** sur la politique de réconciliation et d'engagement intercoréens de Moon, ainsi que sur la politique d'engagement de son gouvernement libéral vis-à-vis de la Corée du Nord afin de réduire les tensions. Les nouveaux termes visaient à atténuer le sentiment d'hostilité lié aux anciens noms. Quoi qu'il en soit, la composition de base du système est restée identique, et l'administration Moon – davantage que ses prédécesseurs conservateurs – a pris des mesures pour **améliorer** les capacités avancées du système.

Le premier K – la *Kill Chain* – est un système de frappe préventive contre les installations nucléaires et de missiles de Pyongyang. Sur le papier, **le concept de la Kill Chain** comprend une gamme de capacités, y compris des missiles de longue portée et des chasseurs échappant aux radars. Elle doit être activée en cas de menace crédible d'un lancement imminent de missile nucléaire par la Corée du Nord. Ce système permet de rechercher, d'identifier, de cibler et d'engager les différentes cibles nord-coréennes avant que les tirs adverses n'aient été déclenchés.

Le deuxième K – le KAMD ou **système de défense aérienne et antimissile** – vise à fournir une défense à plusieurs niveaux et sur plusieurs couches pour protéger les installations critiques et les centres de population en interceptant les menaces aériennes, balistiques et celles liées aux tirs d'artillerie. Le système de défense aérienne et antimissile comprend des systèmes de défense antimissile sol-air de longue et moyenne portées, des systèmes de défense antimissile à basse altitude, ainsi que des systèmes de défense antimissile américains déployés en Corée du Sud.

Le troisième K – le KMPR ou **plan de punition et de représailles massives** – suppose qu'une attaque nucléaire ou non conventionnelle nord-coréenne a déjà eu lieu. Dans un tel scénario, la Corée du Sud répondrait avec des missiles de précision de courte et longue portées, des avions capables de mener des attaques avancées, et pourrait potentiellement utiliser l'infiltration de **Forces d'opérations spéciales**. Les cibles seraient alors une combinaison de cibles de contre-valeur, de contre-force, et viseraient à neutraliser les dirigeants nord-coréens.

Dans le Commandement stratégique, chacun des 3K serait lié aux autres dans la conception et à des fins de combat. En fonction du déroulement des événements, du rythme de l'escalade et des actions nord-coréennes, chaque composante du système pourrait être mise en action simultanément. Bien que chaque composante du paradigme des 3K ait un objectif distinct, elles seraient utilisées de manière coordonnée dans le Commandement stratégique pour dissuader et, si nécessaire, défendre et contre-attaquer face aux menaces nucléaires, balistiques et non-conventionnelles de la Corée du Nord.

L'intégration conventionnelle et nucléaire dans un cadre restreint par des contraintes et l'ambiguïté stratégique

La Corée du Sud ne dispose pas, actuellement, de toutes les capacités nécessaires pour mettre en place ce Commandement

stratégique et ce système de défense 3K. Séoul dépend toujours des États-Unis pour des [capacités clefs](#), telles que le renseignement, la surveillance et la reconnaissance, nécessaires au fonctionnement efficace de son armée. Ces défis sont probablement ce qui a incité les deux pays à redoubler d'efforts au sein de l'alliance, sous l'impulsion de Washington, pour renforcer l'intégration conventionnel-nucléaire entre les forces américaines et sud-coréennes.

La Corée du Sud [prévoit](#) de développer ou d'acquérir davantage de satellites de surveillance et d'armes guidées sol-sol pour renforcer la *Kill Chain*. Elle cherche également à accroître le nombre de systèmes d'alerte antimissile précoce, à obtenir un [système d'interception L-SAM](#), et à mettre en place un [système de défense antimissile à basse altitude](#) pour son système de défense aérienne et antimissile. De plus, la Corée du Sud cherche à sécuriser davantage de systèmes de lance-roquettes multiples de 230mm, et potentiellement plus de missiles ATACMS fabriqués aux États-Unis. Elle prévoit également de moderniser son avion de transport C-130H, et de développer et produire davantage de missiles balistiques et de missiles de croisière d'attaque terrestre dans le cadre de son plan de punition et de représailles massives. Cependant, tout ce matériel nécessite des ressources et du temps de développement, et doit être intégré aux structures organisationnelles et aux concepts opérationnels existants.

La Corée du Sud est confrontée à un autre défi connexe : la rapide progression de la menace nucléaire et balistique nord-coréenne. En conséquence, le développement des capacités de défense de la Corée du Sud pourrait ne pas suivre le rythme de cette évolution des menaces. Séoul et Pyongyang semblent également s'approcher dangereusement d'une course aux armements, ce qui risque de déstabiliser encore davantage la péninsule. Un dernier défi consiste à déterminer dans quelle mesure ces capacités conventionnelles avancées peuvent être intégrées dans les composantes existantes de l'armée – en d'autres termes, déterminer si l'armée dispose de l'innovation organisationnelle, conceptuelle et doctrinale, ainsi que de l'interconnectivité nécessaires pour utiliser ces capacités avancées comme cela a été annoncé. Bien que ce défi ait été [un sujet de discussion](#) dès les débuts de ce système 3K (il y a dix ans), il subsiste encore des préoccupations concernant les rivalités entre les différentes branches de l'armée sud-coréenne et leurs préférences doctrinales et technologiques respectives.

L'administration Yoon reconnaît la nécessité d'une intégration plus étroite et d'une coopération accrue au sein de l'armée sud-coréenne. Un objectif clé de l'établissement d'un Commandement stratégique, selon le [président Yoon](#), est de « renforcer l'interdépendance des trois branches des forces armées et de combiner et exploiter efficacement les capacités de combat réparties dans les différents services ». Le [Livre blanc de la Défense 2022 de la République de Corée](#) souligne également que ce Commandement sera mis en place par étapes. La première a eu lieu en janvier, lorsque l'état-major interarmées de la Corée du Sud a élargi son centre de réponse aux armes nucléaires et aux armes de destruction massive pour en faire le [Directorate of Countering Nuclear and WMD](#) (Direction de la lutte contre les armes nucléaires et les armes de destruction massive). La deuxième étape consistera à lancer le Commandement tout en établissant des plans opérationnels, des capacités de commandement et de contrôle, ainsi qu'en évaluant et en vérifiant les capacités opérationnelles. Selon le [Livre blanc](#), le Commandement continuera d'évoluer en fonction de l'évolution de la menace nord-coréenne, de l'environnement stratégique et des capacités militaires de la Corée du Sud.

Les progrès capacitaires de Séoul au cours des quinze dernières années, ainsi que les capacités nucléaires et balistiques en constante évolution de la Corée du Nord – et sa [doctrine nucléaire plus offensive](#) – ont fourni à la Corée du Sud à la fois les moyens et l'incitation nécessaires pour envisager de manière réaliste de mettre sur pied et d'exploiter ce nouveau Commandement. Néanmoins, les divers défis mentionnés ci-dessus ont renforcé le désir des États-Unis d'intégrer ces capacités au sein de l'alliance.

Après tout, ce Commandement, tout comme le système de défense 3K, serait activé au plus fort de la menace nucléaire ou non-conventionnelle nord-coréenne, au moment même où la plus haute autorité sud-coréenne devrait prendre la décision de tirer ou non des missiles sur un voisin doté de l'arme nucléaire. Cette autorité opérerait probablement dans un environnement de crise où une certaine forme d'agression aurait déjà eu lieu. L'alliance, de fait, serait peut-être déjà en guerre, bien qu'il s'agisse encore d'une guerre conventionnelle. Si l'un des objectifs ultimes du Commandement stratégique serait de rétablir la dissuasion dans un tel conflit – afin d'empêcher une nouvelle escalade jusqu'au niveau nucléaire – il soulève toutefois des préoccupations compréhensibles du côté américain concernant l'instabilité et le risque d'escalade. Selon la façon dont la République de Corée l'exploite, il pourrait stimuler l'escalade nucléaire qu'il est pourtant censé dissuader.

Le [langage](#) utilisé dans la Déclaration de Washington autour du resserrement des liens entre les capacités conventionnelles sud-coréennes et les capacités nucléaires américaines reflète cette préoccupation persistante des États-Unis. Immédiatement après la mention du Groupe consultatif nucléaire, la déclaration note que « l'Alliance travaillera pour permettre l'exécution et la planification conjointes du soutien conventionnel [sud-coréen] aux opérations nucléaires américaines en cas d'urgence et pour améliorer les exercices combinés et les activités de formation sur l'application de la dissuasion nucléaire dans la péninsule

coréenne ». Bien que le langage utilisé intègre la demande de Séoul en faveur d'une plus grande transparence de la politique et la planification nucléaires américaines, il démontre également le désir de Washington de lier aussi étroitement que possible les capacités conventionnelles avancées de la Corée du Sud et son Commandement stratégique au sein du Commandement des forces combinées (la structure de commandement de combat bilatérale de l'alliance).

Le président Yoon a affirmé que la République de Corée appliquerait toute la gamme de ses capacités à la posture de défense combinée de l'alliance. Cela implique notamment une étroite collaboration avec les États-Unis pour lier étroitement les capacités et les activités de planification du nouveau Commandement stratégique et celles du Commandement des forces combinées République de Corée-États-Unis. Ces activités comprendront un nouvel exercice sur table mené en collaboration avec le Commandement stratégique des États-Unis. Le libellé de la déclaration ne laisse que peu de doute sur l'intention de Washington de limiter l'indépendance de la plate-forme du Commandement stratégique de la Corée du Sud, en particulier compte tenu des rumeurs selon lesquelles les responsables sud-coréens envisageraient de la garder en dehors du Commandement des forces combinées République de Corée-États-Unis. Ce libellé est également cohérent avec la dynamique de longue date entre les contraintes imposées par les États-Unis et l'ambiguïté stratégique sud-coréenne.

Conclusion

Les préoccupations du gouvernement américain au sujet du risque d'escalade dans la péninsule coréenne ne sont pas nouvelles. Cependant, ces préoccupations historiques ont été renforcées par la rhétorique de l'administration Yoon au sujet de la préemption, ainsi que par les progrès nucléaires de la Corée du Nord et les tensions persistantes dans la péninsule coréenne.

Le Commandement stratégique de la Corée du Sud s'inscrit dans une posture d'ambiguïté stratégique, conçue pour s'assurer que les dirigeants de Séoul puissent agir rapidement pendant une crise, sans ingérence des États-Unis. Cette approche n'est pas nécessairement due à un manque de confiance dans la dissuasion nucléaire étendue des États-Unis. Il semblerait plutôt que les dirigeants coréens croient qu'ils ne peuvent pas nécessairement compter sur les États-Unis pour agir rapidement en cas de crise. D'une part, l'attention et les ressources des États-Unis pourraient être occupées ailleurs, en lien avec un autre enjeu. De plus, quelle que soit la profondeur des consultations de l'alliance au sein du Groupe consultatif nucléaire, toute décision éventuelle d'utiliser des armes nucléaires sur la péninsule coréenne sera prise à Washington, par un dirigeant américain.

Cependant, le discours constant de préemption fournit une justification facile pour la Corée du Nord qui continue à construire davantage d'armes nucléaires. Le résultat est que les deux parties peuvent maintenant être incitées à adopter une mentalité de « *go-first* » (tirer en premier) pendant une crise. Comme l'a souligné Ankit Panda [à juste titre](#), cela rend possible l'adoption, par le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un, de pratiques de commandement et de contrôle plus dangereuses en cas de crise, comme la délégation de l'autorité nucléaire, afin que les armes de la Corée du Nord puissent être utilisées même si le dirigeant est en incapacité de prendre la décision ou s'il est tué.

Le développement d'un Commandement stratégique, bien que compréhensible, accélère les dilemmes de sécurité qui existent depuis plusieurs décennies sur la péninsule coréenne. Cela réduit également les fenêtres décisionnelles les plus critiques et limite les possibilités pour la diplomatie. La mention explicite du Commandement stratégique de la Corée du Sud dans la Déclaration de Washington peut indiquer que l'alliance se prépare à explorer ces dilemmes encore davantage. L'urgence de l'environnement actuel l'exige certainement, mais cette mention montre également à quel point le *statu quo* sur la péninsule est fragile.

Crédit photo: [US Department of Defense](#)

— • — — • • — — • • •

Clint Work

Clint Work est membre et directeur des affaires académiques au Korean Economic Institute of America (KEI). Il travaille sur les enjeux liés à la péninsule coréenne, les relations américano-coréennes, l'Asie de l'Est et la politique étrangère américaine.

Comment citer cette publication

Clint Work, « À propos de la stratégie de préemption de la Corée du Sud », trad., *Le Rubicon*, vol. 3, 14 septembre 2023 [<https://lerubicon.org/a-propos-de-la-strategie-de-preemption-de-la-coree-du-sud/>].